

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

Merci à trentemoult
pour l'autorisation de partager
sa copie sur le site
devenez-fonctionnaire.fr

À compléter par le candidat

battre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel ⁽¹⁾

Rayer les mentions inutiles

Surveillance

sur l'emploi de : Personnels de catégorie C

Épreuve n° : ☐

Matière : Cas pratiques

Date : 05/10/2021

Nombre d'intercalaires supplémentaires : ☐

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

À l'extérieur de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que le nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au moyen d'une bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation du crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20
17,00

I. Questions.

1) La notion d'intervention de l'Etat dans l'économie désigne l'utilisation de la politique budgétaire comme instrument de politique économique. C'est John Maynard Keynes qui a théorisé cette pratique qui passe par : l'augmentation des dépenses publiques ; Rôle distributif de la politique fiscale ; Intervention directe de l'Etat dans l'économie et les conséquences favorables du déficit et de l'impôt public sur la croissance économique.

2) Le ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance, ainsi que ses différentes entités jouent un rôle majeur au sein de l'administration. "Bercy" a pour mission générale de concevoir, préparer et exécuter la politique définie par le gouvernement dans le domaine de l'économie, des finances, de la consommation et de la répression des fraudes, ainsi qu'en matière d'industrie, de service, de petites et moyennes entreprises, d'artisanat, de commerce et soutien aux activités commerciales. Le ministère est, entre autres, compétent pour : la politique de croissance et de compétitivité, la législation fiscale, la réglementation de la commande publique, la politique monétaire et financière, etc.

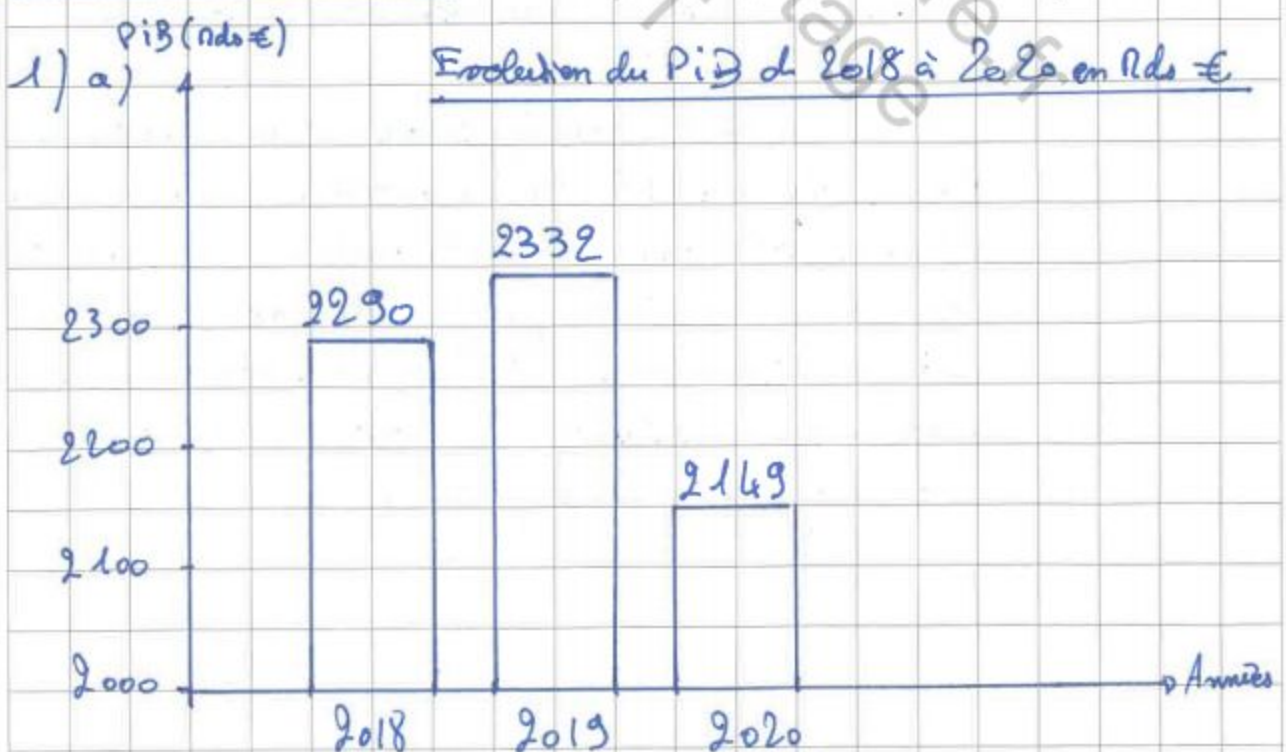
La lutte contre la fraude fiscale est une priorité de l'action publique. Bercy via la DFFP veille à détecter les manquements à la législation fiscale. Lutter contre la fraude concerne d'une part la régularisation de l'erreur, et d'autre part, la lutte contre l'évasion et fraudes fiscales. Cette organisation permet d'adapter les réponses aux différentes situations : procédures plus légères pour la rectification d'erreurs et procédures plus lourdes ou judiciaires pour les fraudes.

3) "France Relance" est un plan d'investissement de 100 milliards d'euros sur deux ans qui vise à retrouver un niveau d'activité semblable à la période d'avant crise d'ici à 2022. Mais ce plan a un objectif de long terme : préparer la France à l'horizon 2030. Il s'articule autour de trois axes :

- * La transition écologique avec 30 milliards d'euros consacrés au verdissement de l'économie (renovation énergétique, etc.)
- * La compétitivité et l'innovation : 34 milliards d'euros pour renforcer la souveraineté économique, baisser les impôts de production, financer et fonder propres les entreprises et soutenir l'investissement dans l'innovation.
- * La cohésion sociale et territoriale : 36 milliards d'euros pour sauvegarde l'emploi, l'emploi des jeunes, la productivité et la santé.

4) La DGFIP s'est vue attribuer une mission de soutien aux entreprises à travers le financement des entreprises en création et en développement et le soutien aux entreprises en difficulté avec :
 des délais de paiement des dettes fiscales et sociales, *
 des audits permettant de valider les hypothèses de redressement.
 * et des missions de conseil.

II. Applications.



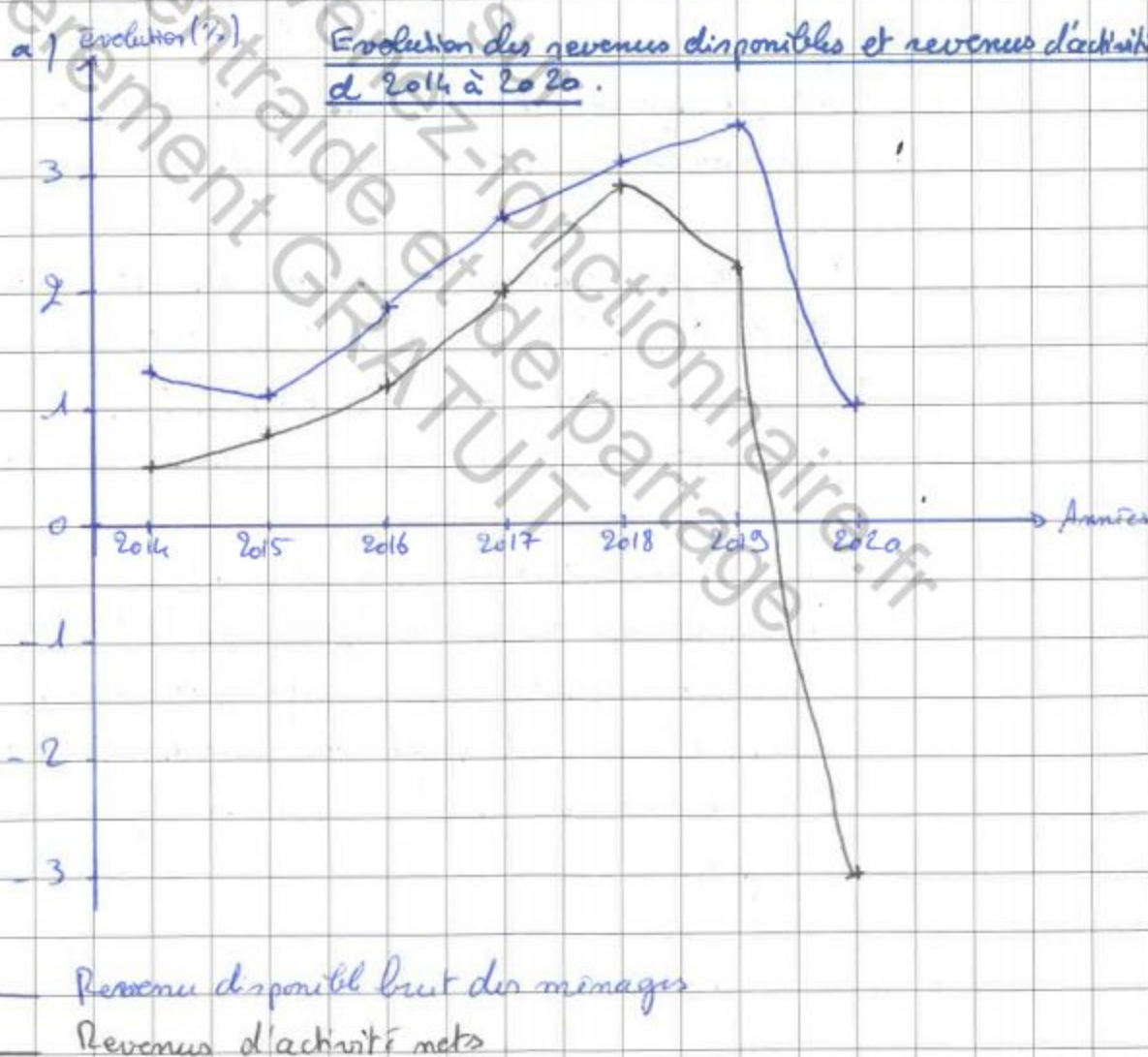
b) L'histogramme montre une progression du PIB français de 2018 à 2019, passant de 2290 milliards d'euros à 2332 milliards d'euros en 2019. Le PIB a ensuite chuté à 2149 milliards d'euros en 2020, en raison de la crise sanitaire et économique COVID-19.

c) Part des dépenses de consommation finale dans le PIB en 2020 :

$$\frac{1639,3}{2148,8} = 76,08\%$$

La part représentative de consommation finale dans le PIB en 2020 était de 76,08%.

2) a) Evolution des revenus disponibles et revenus d'activité de 2014 à 2020.



b) On observe une même tendance entre ces deux revenus. D'abord hausse jusqu'en 2018/2019, puis fortement baissée en 2020.

3) a) Sur les deux dernières années, le taux d'épargne des français a été le plus important au *

* T2 2020 avec 27,1% de taux d'épargne observé. Cela s'explique par le 1^{er} confinement en réponse à la vague épidémiologique avec pour conséquence; la fermeture des frontières et commerces non essentiels. Les ménages ont donc moins consommé.

b) Evolution des principaux placements financiers entre fin 2019 et fin 2020:

* Montants annuels:
$$\frac{205,2 - 129,7}{129,7} = +75,5 \text{ milliards €}$$

$$\frac{75,5}{129,7} = +58,2\%$$

Les principaux placements financiers ont progressé de 58,2%, soit une hausse de 75,5 milliards d'euros entre T4 2019 et T4 2020.

c) La part cumulative du numéraire et dépôts bancaires représente $(66,8 + 35,8) / 205,2 = 49\%$ des principaux placements financiers en 2020. Ils ne représentaient que $(48,5 + 40,2) / 129,7 = 68\%$ des principaux placements en 2019 soit une évolution de +14 points.

d) Les résultats et l'analyse des tableaux montrent que les français ont beaucoup épargné en 2020, et principalement sur des placements sécurisés (dépôts à vue et dépôts bancaires) principalement, ainsi que sur les actions cotées. Ce mouvement d'épargne s'explique par les raisons évoquées supra.

III. Rédaction.

La crise sanitaire et financière COVID-19 a été exceptionnelle par son ampleur et a nécessité une forte mobilisation de l'Etat pour soutenir l'économie française. Les lourdes restrictions mises en place pour prévenir la propagation de l'épidémie ont impacté notre économie. Ce soutien de l'Etat a été symbolisé par le fameux "Quoi qu'il en coûte" prononcé par le Président de la République.

Quelles sont les raisons et quelles actions l'Etat a-t-il mises en place (I) ? Que faire maintenant pour soutenir et dynamiser l'activité ? (II)

I. Raisons et actions mises en place.

C'est John Maynard Keynes qui théorisa au début du XX^e siècle l'intervention de l'Etat dans l'économie. Il indiquait alors les conséquences favorables du déficit et de l'emprunt public. "En période de crise, une hausse des dépenses publiques [...] permet de soutenir le pouvoir d'achat des consommateurs et la demande s'adressant aux Entreprises. C'est ce qui a justifié le "Quoi qu'il en coûte" et l'ensemble des mesures prises pour le soutien de l'économie.

Face à l'ampleur de la crise, l'Etat a voté au secours des entreprises, frappées par les restrictions prises pour éviter une propagation de l'épidémie. L'Etat a autorisé les entreprises à reporter leurs échéances fiscales et sociales. Il a mis en place un fonds de solidarité. Facilité le recours au crédit bancaire avec le Prêt Garanti d'Etat (PGE). Il a également proposé des missions de conseil en auditant les entreprises pour valider leurs hypothèses de redressement.

Après ce plan massif de soutien aux entreprises, comment poursuivre le soutien et dynamiser l'activité ?

II. Soutien et dynamiser l'activité.

Pour ne pas arrêter brutalement les aides en sortie de crise, l'Etat a cherché à poursuivre certains dispositifs, notamment avec entreprises les plus touchées. Le fonds de solidarité a été gonflé pour les entreprises indirectement touchées (fermetures administratives). Les prêts garantis par l'Etat ont vu leur possibilité de remboursement différé d'un an supplémentaire. L'activité partielle a également été étendue.

Pour finir, l'Etat a souhaité maintenir un dynamisme d'activité fort après crise : le Plan de Relance. Ce plan ambitieux de 100 milliards d'euros vise à préparer la France à 2030. Ces investissements visent alors autour de la transition écologique, la compétitivité et l'innovation, ainsi qu'à la cohésion sociale et territoriale.

Pour conclure, nous avons vu que l'Etat a pris des mesures massives très coûteuses en termes de finances publiques, face à une crise sanitaire et économique inédite. Ces mesures ont permis aux entreprises de passer la crise sans trop de casse. Le niveau de ruine des entreprises n'a d'ailleurs jamais été aussi élevé. Mais que va-t-il se passer lorsque les échéances des prêts garantis entreront en paiement ? Comment résorber le déficit public qui a explosé ? Ne pourrions-nous pas envisager un nouveau modèle de société sur la base des nouveaux défis à relever ?